Le PIB ne fait pas le bonheur

Laurent Berger, Secrétaire général de la CFDT

Le monde n'a jamais connu une telle mise à l'arrêt. D'une pandémie internationale, nous sommes passés en quelques semaines à une crise économique planétaire. Mais on va s'en sortir. On va s'en sortir si chacun accepte de s'extraire de son cocon idéologique et de redonner du sens à l'action politique. La situation inédite que nous vivons et que peu d'économistes avaient anticipée nous en donne l'occasion.

Les chiffres donnent le tournis. Il y a ceux, terribles, de l'impact direct de la crise sanitaire sur l'emploi. Près de 900 000 chômeurs de plus en l'espace de quelques mois et des perspectives inquiétantes que nous essayerons de contrarier par tous les moyens. Et puis il y a cette litanie de pourcentages qui parlent beaucoup moins aux citoyens que nous sommes. Une croissance en berne qui se traduit par une chute de 5,3% du Produit intérieur brut (PIB) au premier trimestre puis sans doute autour de 20% au second. Les économistes s'en inquiètent. Nous aussi. Le PIB permet de mesurer la création de richesse en additionnant toutes les valeurs ajoutées produites par les entreprises. C'est un indicateur important. Mais il est incomplet et imparfait. Le PIB ne représente que partiellement la situation d'un pays. Partiellement et parfois même perfidement. Lorsqu'un pétrolier s'échoue au large des côtes bretonnes ou vendéennes, les opérations de nettoyage des plages le dopent de quelques points. Une logique quasi mathématique, absurde et froide, qui ne tient pas du tout compte des impacts d'une telle catastrophe sur la biodiversité, sur l'écologie dans son ensemble.

Si la croissance du PIB a permis de financer des progrès sociaux sans commune mesure à travers l'histoire, elle s'avère aujourd'hui insuffisante pour donner du sens à notre développement. Le bien-être d'une société ne se jauge pas à la hauteur du niveau de notre production nationale si on ne considère pas sa qualité ou son impact sur l'environnement ou sur les inégalités. C'était le sens de la loi Eva Sas adoptée en 2015, malheureusement vite dévoyé. Elle prévoit que l'on publie le premier mardi d'octobre de chaque année un rapport sur de nouveaux indicateurs de croissance pour alimenter la discussion budgétaire. Ces indicateurs, au nombre de dix, permettent d'évaluer les inégalités de revenus, le taux de pauvreté, les sorties précoces du système scolaire, l'espérance de vie en bonne santé, l'empreinte carbone, etc. Ils sont nés d'une réflexion menée pendant six mois par des ONG, des organisations patronales et syndicales et des élus locaux dans le cadre du Cese. Pris séparément, certains esprits chagrins en contestent la pertinence. Mais leur photographie d'ensemble permet de mieux appréhender l'état de notre société. La liste a été publiée en octobre 2015 et 2016. En 2017, première entorse à la loi. Elle n'est rendue publique qu'au mois de février 2018, après la discussion budgétaire. Idem l'année suivante, limitant du coup sa portée. La nouvelle

donne créée par la crise du Covid-19 nous oblige à changer de regard sur notre modèle de développement. Les autorités seraient bien inspirées de retrouver l'esprit de cette loi et d'aller encore plus loin.

Car ce qui est vrai au niveau macroéconomique l'est tout autant dans les entreprises. Il faut réformer les normes comptables pour remettre le travail et l'environnement au centre de la performance globale de l'entreprise et lui donner plus de sens. Une entreprise ne peut pas avoir comme uniques balises de développement son capital financier et sa valeur de marché. Avec ces seules perspectives, le travail est toujours considéré comme un coût ; l'eau, l'air et les sols traités comme des ressources à exploiter, jamais à préserver.

Tous ces outils sont réformables et mobilisables. Ils dépendent d'une volonté politique et présenteraient une vertu : donner un nouveau sens au progrès en montrant le chemin dans lequel la société doit s'engager pour se développer harmonieusement. Mais ce ne sont que des outils. La prise de conscience que notre modèle ne peut se réinventer qu'en conciliant trois impératifs - la justice sociale, la transition environnementale et le renouveau démocratique — viendra des acteurs eux-mêmes. C'est le pari que nous faisons avec les signataires du pacte du pouvoir de vivre. Un pari qui ne pourra être relevé que si tout le monde admet que notre société est traversée d'intérêts contradictoires. Cela suppose de construire des compromis. C'est la base même du processus démocratique. Ce processus que nous devons revivifier plus largement pour trouver une issue positive à cette crise. On va s'en sortir.